

Table des matières

Préface d'Yves Gaudemet	7
Introduction	13
I. L'insuffisance de la définition de l'interprétation consacrée par le droit positif	14
A. Le couple « clarté-obscurité » utilisé dans le raisonnement juridictionnel comme critère de l'interprétation	15
1. L'application d'une règle ou d'un acte distinguée de son interprétation	17
2. Le contentieux de l'interprétation distingué du contentieux ordinaire	18
B. Critique de la définition juridique de l'interprétation	19
1. La définition juridique de l'interprétation repose sur des conceptions logiques inadaptées	19
2. La définition juridique de l'interprétation repose sur une méconnaissance de la nature véritable de l'élément à interpréter	20
II. Délimitation du domaine de l'interprétation dans l'élaboration du droit administratif positif	20
A. L'interprétation conçue comme un travail de transformation de données juridiques	21
1. La nature de la transformation des données opérée par le juge	22
2. La transformation des données intégrées à l'activité juridictionnelle	22
B. L'interprétation conçue comme un procédé de formation du droit positif	23
1. L'étude de l'interprétation portant sur des données homogènes	24
2. La liaison entre l'interprétation et les procédés d'élaboration du droit administratif	25

Première partie

INTERPRÉTATION ET CONCEPTION DE L'ACTE ADMINISTRATIF

I. La représentation de l'acte juridique en droit privé. Sa liaison avec la technique d'interprétation	28
II. La représentation de l'acte juridique en droit administratif: apparition de problèmes particuliers d'interprétation	30

Titre I

LE RÔLE DE L'INTERPRÉTATION DANS L'ANALYSE DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACTE JURIDIQUE

Chapitre I. Le lien entre l'interprétation et l'analyse de la formation de la volonté de l'administration	35
Section 1. La fonction technique de la référence à la volonté de l'auteur de l'acte dans le raisonnement interprétatif	35
I. Historique de la mise en valeur des éléments subjectifs de l'acte unilatéral par la jurisprudence	36

A. L'absence d'une représentation autonome de l'acte unilatéral (la jurisprudence antérieure aux années 1890).....	37
1. Confusion entre l'acte et sa réglementation.....	37
2. Confusion entre l'acte et la décision juridictionnelle.....	39
B. L'apparition d'une représentation autonome de l'acte administratif et la reconnaissance de principe du processus volontaire (la jurisprudence des années 1860-1910).....	41
1. L'examen préalable de l'expression de la volonté est une condition du déclenchement d'un contentieux.....	42
2. La situation ambiguë du motif dans la représentation de l'acte.....	43
II. L'intégration des éléments subjectifs de l'acte unilatéral dans le raisonnement interprétatif. Présentation de la jurisprudence contemporaine.....	45
A. Les limites de la conception volontariste de l'acte administratif.....	47
B. Le domaine d'efficacité de l'interprétation de la volonté dans l'analyse de la formation de l'acte.....	48
1. Utilité du modèle de Bonnard pour la définition de ce domaine.....	49
2. Le lien entre les hypothèses d'interprétation de la volonté et les hypothèses de contrôle des motifs subjectifs de l'acte.....	49
Section 2. L'interprétation des indices nécessaires à la reconstitution du processus de formation de la volonté.....	51
I. Le jeu des indices.....	53
A. L'appréciation <i>in abstracto</i> des erreurs viciant la volonté de l'Administration.....	53
1. L'erreur déterminante dans l'acte unilatéral.....	54
2. L'erreur déterminante dans le contrat.....	57
B. L'appréciation <i>in concreto</i> des intentions illicites.....	59
1. Les indices utilisés par le juge.....	60
2. Le conflit entre les intentions subjectives et le but objectif de l'acte.....	61
II. Les raisonnements destinés à limiter le jeu des indices.....	63
A. Le refus d'exploiter certains indices de volonté.....	63
1. L'élimination des visas de l'acte unilatéral du champ de l'interprétation.....	64
2. Le refus du juge d'examiner un vice de volonté en invoquant l'existence d'une obligation de diligence.....	65
B. L'utilisation des présomptions de volonté.....	66
1. La présomption d'utilité du motif révélé.....	66
2. Un exemple de présomption spécifique : la présomption d'influence au sein des organes collégiaux.....	68
C. L'utilisation des fictions de volonté comme technique de régularisation des actes.....	69
1. La justification de la jurisprudence sur la pluralité de motifs : la prévisibilité du motif légal.....	70
2. Les déformations apportées à la prévisibilité du motif légal : naissance d'une fiction.....	71
Conclusion du chapitre.....	72
I. La volonté apparaît d'abord comme un modèle de décomposition du processus de formation de l'acte.....	72
II. La volonté apparaît ensuite comme un modèle de reconstitution de l'acte.....	73

Chapitre II. Le lien entre l'interprétation et la détermination des effets juridiques des manifestations de volonté de l'administration.....	75
Section 1. L'interprétation opérée sur des volontés déclarées.....	75
I. L'effet de la manifestation de volonté déduit de l'intention de ses auteurs.....	76
A. Les intentions déduites des circonstances de l'émission de l'acte.....	76
1. Les formes d'expression de la volonté révélatrices d'intentions.....	76
2. Les intentions déduites des circonstances extérieures à l'acte.....	80
3. Les intentions révélées par l'appropriation d'une manifestation de volonté émise par une autre autorité administrative.....	83
B. Situation particulière de l'intention des parties au sein de l'opération contractuelle.....	85
1. L'objectif de l'interprétation : l'organisation rationnelle de l'opération contractuelle administrative.....	87
2. L'adaptation de la volonté des parties à l'organisation rationnelle de l'opération contractuelle.....	96
C. La détermination objective des intentions.....	99
1. La détermination de l'intention en fonction d'un standard de rationalité : la prévisibilité rationnelle du cocontractant de l'Administration.....	99
2. La détermination de l'intention en fonction de la réglementation : l'intention comminatoire dans les mises en demeure.....	103
II. L'effet de la manifestation de volonté déduit d'une comparaison de son contenu avec la réglementation.....	106
A. Le principe : toute opération intellectuelle de reproduction est dépourvue d'effets juridiques.....	106
1. La reproduction des données de fait : les opérations de constatation et de transmission.....	106
2. La reproduction des données juridiques.....	107
B. Conditions dans lesquelles une opération de reproduction se trouve dotée d'effets juridiques.....	110
1. L'opération de reproduction doublée d'une décision.....	111
2. L'opération de reproduction dotée d'effets juridiques en vertu de la réglementation.....	114
Section 2. L'interprétation des volontés implicites.....	117
I. Les limites assignées au développement de l'interprétation des manifestations tacites de volonté.....	118
A. La conciliation des règles sur la publicité des actes unilatéraux et l'interprétation des volontés implicites.....	118
1. Mesure de l'incompatibilité entre le formalisme de la publicité et la reconnaissance de volontés implicites.....	119
2. La théorie de la connaissance acquise facilite-t-elle la reconnaissance des volontés implicites ?.....	120
B. Les réglementations incompatibles avec l'interprétation des manifestations de volonté implicites.....	122
1. L'incidence des règles de compétence.....	122
2. L'incidence des règles de forme et de procédure.....	123
3. L'incidence des règles de fond.....	123
C. La réglementation donne un sens prédéterminé aux volontés implicites : l'interprétation du silence.....	124

1. La signification du silence se déduit de l'interprétation des règles sur la valeur du silence.....	125
2. Le contenu du silence se déduit du contenu de la demande de l'intéressé.....	127
3. Le silence observé en marge de la réglementation sur le silence.....	127
II. Les techniques d'interprétation nécessaires à l'identification des volontés implicites	129
A. L'identification des volontés implicites au moyen de l'interprétation d'un comportement.....	129
1. L'élimination des comportements totalement équivoques	130
2. L'interprétation des comportements significatifs	131
B. La recherche d'une volonté implicite dans l'interprétation d'un acte juridique	132
1. L'interprétation fondée sur l'équivalence des résultats.....	133
2. La recherche d'une volonté implicite dans l'interprétation d'une opération juridique globale.....	134
Conclusion du chapitre	135
I. Le fondement volontariste de l'interprétation des manifestations de volonté	135
II. L'influence des éléments objectifs organisés par la réglementation sur le contenu de l'interprétation des actes	136
 Titre II	
LE RÔLE DE L'INTERPRÉTATION DANS L'OPÉRATION DE QUALIFICATION DES MANIFESTATIONS DE VOLONTÉ DE L'ADMINISTRATION	
I. Rapports entretenus entre qualification et interprétation des manifestations de volonté.....	139
II. Délimitation de l'étude en droit administratif	140
 Chapitre I. L'influence de l'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte sur la détermination de la qualification.....	143
Section 1. Les rapports entre la volonté des auteurs de l'acte et les données objectives de la qualification	143
I. L'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte complète les données objectives (la qualification de l'interdiction : mesure de police ou sanction ?)	143
A. Le motif, expression de l'intention de l'auteur de l'acte	144
1. Le motif exprimé directement par l'auteur de l'acte	145
2. Le motif exprimé indirectement par l'auteur de l'acte	145
B. Le conflit entre l'intention supposée de l'Administration et le but objectif imposé par la réglementation	145
1. La prééminence du but objectif fondée sur la nature d'intérêt général de ce but	145
2. La prédominance du but objectif fondée sur l'équivoque des indices de volonté	147
II. Les données objectives complètent l'interprétation de la volonté des auteurs de l'acte (la fonction de la clause exorbitante dans la qualification du contrat administratif)	149
A. La loi d'autonomie de Romieu, son contenu, sa portée	149

1. Interprétation objective et interprétation subjective du jeu de la clause	150
2. Les arguments irrelevants pour la solution de la controverse	151
B. Les fonctions de la clause exorbitante	151
1. La mise en œuvre d'un standard d'anormalité	152
2. La technique d'interprétation d'une clause du contrat en fonction du standard d'anormalité.....	154
Section 2. L'interprétation des manifestations de volonté et la création de qualifications nouvelles.....	157
I. La reconnaissance d'engagements unilatéraux en droit administratif.....	157
A. Les engagements d'ordre financier	158
1. L'inscription de dépenses facultatives au budget d'une commune.....	159
2. La promesse de subvention.....	159
B. Les engagements en matière économique	162
1. Les engagements fondés sur des promesses.....	162
2. Les engagements tirés du mode d'élaboration d'un acte.....	165
II. Les quasi-contrats, artifices destinés à donner effet à des manifestations de volonté	168
A. L'importance de l'acceptation de l'Administration	169
B. L'absence d'acceptation supplée par l'interprétation de l'objet du contrat	170
Conclusion du chapitre	170
I. L'organisation de rapports dialectiques entre la volonté et les éléments objectifs de la qualification.....	170
II. La reconnaissance limitée d'un pouvoir créateur de la volonté en marge des qualifications fondamentales	171
Chapitre II. L'influence de l'interprétation de la réglementation sur la détermination de la qualification	173
Section 1. L'interprétation des textes définissant la qualification de la manifestation de volonté	174
I. Le conflit entre l'interprétation de l'opération réglementée et la qualification définie par les textes	174
A. L'interprétation de l'opération réglementée supprime les effets de la qualification définie par les textes : l'exemple du contrat d'assurance maritime obligatoire	174
1. Structure des textes	174
2. L'interprétation du juge judiciaire	175
3. L'interprétation du juge administratif	177
B. Le recours à la divisibilité de l'opération réduit les effets d'une qualification définie par les textes : l'exemple des agréments de la loi du 23 mars 1941	177
1. La qualification globale des agréments de la loi du 23 mars 1941	178
2. Le recours à la divisibilité	179
II. Les interprétations ambivalentes d'un texte définissant les éléments d'une qualification	180
A. L'interprétation de la loi du 21 octobre 1919 sur l'écoulement des stocks de guerre	181
B. L'interprétation de la loi du 29 juillet 1916 relative à la taxation et à la réquisition des céréales	181

1. L'arrêt <i>Groussard</i>	182
2. L'arrêt <i>Décatoire</i>	182
 Section 2. L'utilisation d'une qualification jurisprudentielle, forme indirecte d'interprétation des textes (la définition de la prérogative de puissance publique comme critère de l'acte administratif unilatéral)	184
I. Nature de la liaison entre le contenu des textes et l'élaboration de la qualification	184
A. L'analyse du commissaire du gouvernement Ségalat	184
B. L'interprétation doctrinale de l'arrêt <i>Monpeurt</i>	185
C. Recherche de la logique de la qualification	186
II. La qualification des actes unilatéraux émis par une personne, privée en vertu d'une habilitation législative	187
A. L'utilité de la notion de prérogative de puissance publique	187
1. La définition intrinsèque de la prérogative de puissance publique	187
2. La prérogative de puissance publique utilisée comme indice de la nature de la mission de service public	188
B. Utilité de la notion de service public	190
1. L'absence de valeur sélective de la mission de service public	190
2. Le rôle supplétif de la mission de service public dans l'opération de qualification des actes administratifs	192
C. La valeur des indices d'ordre organique	194
1. Le rôle essentiel de l'habilitation du législateur	194
2. Le rôle des indices organiques traditionnels	195
III. La qualification des actes unilatéraux émis par une personne privée en vertu d'une délégation administrative	196
A. La plénitude d'effets donnée à la délégation	197
1. L'arrêt <i>Groupement national d'achat des produits oléagineux</i>	197
2. L'opinion de M. Théry sur les effets de la délégation	198
B. L'interdépendance des effets de la délégation et de la qualification de prérogative de puissance publique	198
1. La qualification des prérogatives de puissance publique permet d'élargir le champ de la délégation	198
2. La délégation permet d'élargir la conception de la prérogative de puissance publique	200
Conclusion du chapitre	202
I. Le maintien artificiel de qualifications prédéterminées et inadaptées au régime juridique de l'acte	202
II. L'équivoque du régime juridique applicable entraîne une indétermination de la qualification	202
III. La définition d'une qualification en fonction d'un modèle d'analyse de la réglementation	202

Deuxième partie
INTERPRÉTATION ET CONCEPTION DES ACTIVITÉS DE
L'ADMINISTRATION

I.	La présentation traditionnelle du couple pouvoir-obligation : la distinction entre pouvoir discrétionnaire et compétence liée	205
II.	L'inutilité de la distinction traditionnelle entre pouvoir discrétionnaire et compétence liée pour l'étude de l'interprétation des règles sur les compétences de l'Administration	206

Titre I
INTERPRÉTATION ET FORMATION DES POUVOIRS DE L'ADMINISTRATION

Chapitre I. La délimitation des buts de l'action administrative et son incidence sur la définition des conditions d'exercice des pouvoirs de l'administration	213
Section 1. La précision jurisprudentielle des buts de l'action administrative	214
I. La formulation jurisprudentielle des buts légaux	214
A. La traduction technique des buts légaux	214
B. Le choix entre plusieurs buts concurrents	215
C. La transformation du but légal en directive générale d'interprétation	216
1. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les qualifications légales	217
2. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les opérations prévues par la loi	218
3. L'utilisation de la directive d'interprétation pour définir les conditions des mesures prévues par la loi	218
II. La précision par dénaturation jurisprudentielle des buts légaux	219
A. La dénaturation par négation des buts législatifs	220
B. La dénaturation par neutralisation des buts législatifs	221
Section 2. L'interprétation des buts indéterminés de l'action administrative	222
I. Les conséquences techniques de l'indétermination de la règle de but	223
A. Le problème fondamental du rapport entre but de la règle et motifs de l'acte	223
B. Les solutions apportées au rapport entre but de la règle et motifs de l'acte	225
II. L'interprétation constructive des buts législatifs indéterminés : l'agrégation des intérêts administratifs	226
A. La sélection des intérêts administratifs en présence	226
1. Le mode d'établissement des intérêts protégés par l'exercice du pouvoir	226
2. La définition circonstancielle des intérêts	227
3. La définition objective des intérêts	228
B. La coexistence de plusieurs intérêts administratifs complémentaires	229
1. La fusion de plusieurs intérêts administratifs	229
2. Les résistances à la fusion des intérêts administratifs : l'indépendance des législations	230
3. La hiérarchie des intérêts administratifs	232

III. Les techniques complémentaires de l'appréciation des faits dans le cadre de l'interprétation constructive des buts législatifs	233
A. La substitution au but légal d'un standard d'appréciation des faits	233
1. Le refus d'un choix limitatif des données de fait	233
2. La tentative d'instaurer un standard d'appréciation des données de fait	234
3. Les conditions de réussite de la création d'un standard	235
B. L'usage des présomptions dans l'appréciation des faits et ses limites	237
1. Les présomptions ayant pour objet de modifier le champ d'application du but de la règle	237
2. Les présomptions ayant pour objet de réduire les éléments d'appréciation des faits	239
Section 3. L'identification indiciaire du but législatif	240
I. Les indices révélant la nature du but législatif	241
A. Les indices de la volonté des auteurs du texte	241
B. Les indices de la nature de l'opération juridique instituée par la loi	242
II. Les indices révélant la conception globale du système législatif	243
A. La recherche de l'esprit de la législation	243
B. La recherche de la rationalité du système législatif	244
Chapitre II. Les rapports entre le contenu et le but des pouvoirs de l'administration	247
Section 1. La conception des rapports entre contenu et but des pouvoirs	247
I. La conception générale du rapport but-moyens : le principe de proportionnalité	248
A. L'expression doctrinale du principe de proportionnalité	248
1. La doctrine de M. Latournerie	248
2. La doctrine de M. Braibant	249
3. La doctrine du but objectif	250
B. L'expression jurisprudentielle du principe de proportionnalité	250
1. L'arrêt du Conseil d'État du 29 juillet 1950 <i>Comité de défense des experts-comptables</i>	250
2. Les conclusions de M. Kahn sur l'arrêt du Conseil d'État du 22 novembre 1967 <i>Demoiselle Chevreau</i>	251
C. La nature complexe du principe	252
II. Les modalités du rapport direct entre but et contenu de la mesure	252
A. Le rapport de corrélation entre contenu et nature de la mesure	252
B. Le rattachement de la nature de la mesure au but du pouvoir	253
1. Le rattachement factice de la nature de la mesure au but du pouvoir	254
2. Le rattachement au but du pouvoir n'implique aucune spécificité de la mesure	254
3. Les limites du rattachement de la mesure au but du pouvoir	256
C. Le rapport de corrélation entre existence du motif et nature de la mesure	257
1. Le motif de fait justifie l'existence de la mesure	257
2. Le motif de fait justifie le contenu de la mesure	257
III. L'impossibilité d'identifier un but législatif et son incidence sur les rapports entre but et contenu de la mesure	258
A. La tentative de déduire le but de la nature des moyens employés par l'Administration	259
B. Le manque de sélectivité du contrôle de l'objet de la mesure	261

Section 2. La valeur relative des rapports entre contenu de la mesure et but du pouvoir.....	262
I. Les méthodes d'appréciation indirecte du rapport entre contenu de la mesure et but du pouvoir.....	262
A. L'examen individuel de la situation comme indice de la proportionnalité entre contenu de la mesure et but.....	262
B. L'influence d'éléments légaux extérieurs au rapport de proportionnalité	263
1. L'influence du principe : pas de sanction sans texte.....	263
2. L'influence du principe d'uniformité des taxes.....	264
C. L'interférence d'une notion fonctionnelle dans le rapport de proportionnalité	265
1. La plénitude des effets d'une réglementation subordonnée	266
2. La conception fonctionnelle du contrôle	268
II. Les conceptions générales du juge, relais du principe de proportionnalité	269
A. Les conceptions du juge comme limitations absolues au principe de proportionnalité : l'exemple du droit de propriété.....	270
1. Le respect de l'économie de la propriété	271
2. Le respect de l'affectation de la propriété privée	272
B. Les conceptions du juge comme facteurs d'indétermination du principe de proportionnalité.....	273

Titre II

INTERPRÉTATION ET FORMATION DES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Chapitre I. La détermination directe des obligations administratives.....	277
Section 1. Le rôle de l'interprétation des textes dans la formation de l'obligation.....	278
I. La réalité du principe : « pas d'obligation sans texte »	278
A. L'affirmation du principe	278
B. L'influence du principe sur l'interprétation des textes instituant des obligations administratives	279
1. L'interprétation littérale des textes permisifs	279
2. L'interprétation restrictive des obligations consacrées par un texte	280
C. La valeur purement négative du principe	281
1. La mise en évidence de raisonnements apparemment contradictoires	281
2. La véritable justification du principe : la hiérarchie des interprétations	281
3. La réversibilité des interprétations	282
II. Les interférences entre la détermination fonctionnelle de l'obligation et la structure du texte qui la formule	283
A. L'influence des textes sur la définition de l'obligation	283
1. L'obligation est intégrée à une mission définie par les textes	283
2. L'obligation déduite des textes définissant les pouvoirs de l'Administration	285
B. L'influence des textes sur l'exécution de l'obligation	289
1. Le conflit entre l'existence d'une obligation et les limites imposées à sa réalisation	289
2. L'exécution cohérente de l'obligation	290
C. L'autolimitation de l'Administration dans l'exécution de ses obligations	293
D. La poursuite de l'intérêt public est une condition implicite d'exécution de l'obligation	294

1. L'intérêt général est un motif prioritaire d'inexécution de l'obligation	294
2. L'intérêt général est une modalité d'exécution de l'obligation	295
3. La poursuite de l'intérêt public donne un sens à l'exécution de l'obligation	295
Section 2. L'influence de l'interprétation des textes sur la sanction des obligations.	
Le relativisme en droit administratif	297
I. Le modèle d'interprétation du droit privé	297
A. L'interprétation du juge civil	298
B. L'interprétation du juge pénal	299
C. Appréciation critique de cette jurisprudence	299
II. Le relativisme limité consacré par le juge administratif	301
A. L'interprétation des règles au but équivoque	301
1. Le rétablissement par le juge du caractère univoque du but de la règle	301
2. Le maintien par le juge du caractère équivoque du but	302
B. L'identification d'obligations accessoires	304
Conclusion du chapitre	306
Chapitre II. La contribution de l'interprétation à la définition des droits opposables à l'administration (la détermination indirecte des obligations administratives)	307
Section 1. Caractéristiques de l'usage du terme « droit » dans le raisonnement du juge.	307
I. Les origines historiques d'une ambivalence de vocabulaire : les rapports entre droit acquis et obligation	308
A. Le fondement de la violation de la loi et des droits acquis	308
B. Les diverses utilisations du terme droit acquis	309
II. Le terme « droit » envisagé dans ses rapports avec l'interprétation des textes sur les obligations administratives	310
A. Le sens contentieux du terme équivaut à la définition de la situation juridique individuelle	310
B. Insuffisance de la définition contentieuse pour traduire la spécificité d'un droit dans le raisonnement interprétatif	311
1. La formation du couple droit-obligation dans le raisonnement du juge	311
2. La condition d'existence d'une interprétation originale : l'affirmation par le juge d'un « droit » autonome par rapport à la réglementation	313
Section 2. La reconnaissance d'un droit utilisé pour modifier la portée d'une loi ou règlement.	314
I. La reconnaissance d'un droit opposable à l'Administration afin de convertir l'exercice d'un pouvoir en une obligation	314
A. La reconnaissance d'un droit permet de limiter les conditions posées par la réglementation à l'exercice du pouvoir	314
1. L'arrêt <i>Tondut</i>	315
2. Les conclusions Letourneau sur l'arrêt <i>Barel</i>	315
B. La reconnaissance d'un droit permet d'introduire un contrôle de proportionnalité sur les conditions d'exercice du pouvoir	316
1. Les conclusions Latournerie sur l'arrêt <i>Bobard</i>	316
2. Les conclusions Latournerie sur l'arrêt <i>Ministre du Travail</i>	317

C. La reconnaissance d'un droit entraîne l'autolimitation du pouvoir de décision de l'Administration.....	318
1. Le contentieux de la notoriété médicale	318
2. Le contentieux des impôts de répartition.....	319
3. Les hésitations du juge à développer cette jurisprudence.....	319
II. La reconnaissance d'un droit opposable à l'Administration afin de transformer l'énoncé des dispositions d'une loi	320
A. La présomption d'existence d'un droit donne un sens au silence du législateur	320
B. La présomption d'existence d'un droit destinée à neutraliser le contenu d'une disposition législative.....	321
Section 3. La reconnaissance d'un droit utilisée pour élaborer une conception de la protection due par l'Administration.....	322
I. L'influence de la conception de la protection sur les différents éléments du droit	322
A. L'influence de la conception du juge sur la définition du titulaire du droit	323
1. La définition du titulaire du droit doit s'adapter à la conception générale de ce droit : les conclusions Renaudin sur l'arrêt <i>Pontrémoli et Patouillard</i>	324
2. La définition du titulaire du droit élaborée en fonction d'un standard de normalité	325
B. L'influence de la conception du juge sur la définition des conditions posées au bénéfice du droit	325
1. La situation du bénéficiaire doit être normale	325
2. La situation du bénéficiaire doit s'intégrer dans la politique de protection organisée par le législateur	326
C. L'influence de la conception du juge sur la définition de la protection garantie par le droit	327
II. L'influence de la conception de la protection sur la logique du système législatif	328
A. La neutralisation des conceptions du législateur.....	329
B. La déformation des conceptions du législateur : l'exemple du droit à indemnités de dommages de guerre	330
1. Les conclusions Chavanon sur la décision de la Commission supérieure de cassation des dommages de guerre (CSCDG) du 11 juillet 1949	330
2. Les conclusions Fournier sur l'arrêt du Conseil d'État du 2 juin 1967 <i>Compagnie du chemin de fer de Calais à Sangatte</i>	331
Conclusion du chapitre	332
Conclusion générale	335
Section 1. L'interprétation comme représentation cohérente des données juridiques	335
I. La place de l'interprétation dans la structure logique de la décision juridictionnelle	335
A. La nécessaire distinction entre le raisonnement juridictionnel et le syllogisme de construction.....	336
1. Nature du syllogisme de construction	336
2. Insuffisance du raisonnement syllogistique	336
B. Les liens entre l'interprétation et la motivation des décisions juridictionnelles	337
1. Utilité de l'examen des motifs de la décision juridictionnelle	338
2. Le style du juge révélateur de l'interprétation	338

II. La cohérence nécessaire du système juridique et son influence sur l'interprétation.....	339
A. L'obligation de juger et son incidence sur la conception des données juridiques.....	339
B. La représentation cohérente des données juridiques, objectif de l'interprétation.....	339
1. L'importance de l'idée de représentation dans l'interprétation.....	339
2. Les raisonnements engendrés par la représentation cohérente des données juridiques.....	340
Section 2. Les figures de l'interprétation.....	341
I. L'idée de construction comme forme d'interprétation des actes administratifs.....	341
A. La coexistence des éléments objectifs et subjectifs au sein de la construction de l'acte.....	342
1. Le primat des éléments objectifs dans le raisonnement du juge.....	343
2. La permanence de l'idée de volonté dans le raisonnement du juge.....	343
B. La fonction ambivalente du recours à la volonté dans l'interprétation de l'acte.....	344
1. Le recours à la volonté, technique de reconstitution de l'acte.....	344
2. Le recours à la volonté, technique d'organisation de l'interdépendance des éléments de l'acte.....	345
3. Le recours à la volonté, moyen de pallier l'insuffisance des analyses objectives.....	346
4. Le recours à la volonté, support de raisonnements objectifs.....	346
II. L'organisation rationnelle des activités comme forme d'interprétation des règles de l'action administrative.....	347
A. L'activité comme lieu de l'interprétation.....	347
1. La définition de l'activité, procédé de réduction des données intégrées à l'interprétation.....	347
2. La définition de l'activité, procédé de structuration des données.....	348
3. La définition de l'activité n'est pas normative.....	348
B. La représentation rationnelle des activités administratives.....	349
1. La liaison but-moyens forme de rationalité des activités.....	349
2. L'idée générale forme de rationalité des activités.....	351
Bibliographie.....	353
I. Bibliographie relative au raisonnement juridique.....	353
A. Ouvrages et thèses.....	353
B. Articles.....	354
II. Bibliographie relative à la première partie.....	356
A. Ouvrages et thèses.....	356
B. Articles.....	358
C. Conclusions.....	361
D. Notes.....	365
III. Bibliographie relative à la deuxième partie.....	367
A. Ouvrages et thèses.....	367
B. Articles.....	368
C. Conclusions.....	370
D. Notes.....	374